



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/947
8 août 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 8 AOÛT 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION
PERMANENTE DE L'AZERBAÏDJAN AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES
NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer comme document du Conseil de sécurité le texte d'un appel lancé aux dirigeants de la République d'Arménie par Human Rights Watch/Helsinki, pour leur demander de mettre un terme à la guerre contre la République azerbaïdjanaise (voir annexe).

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Yashar T. ALIYEV

ANNEXE

Appel daté du 6 août 1994, lancé aux dirigeants de la République d'Arménie par Human Rights Watch/Helsinki

Human Rights Watch/Helsinki, qui est une division de Human Rights Watch, la plus grosse organisation pour les droits de l'homme aux États-Unis d'Amérique, attend avec intérêt votre prochaine visite aux États-Unis. Nous admirons les progrès que, malgré les ravages causés par le tremblement de terre de 1988, le chaos économique et le blocus, l'Arménie a réalisés sur la voie de la démocratie. Nous sommes profondément préoccupés cependant par la participation militaire inavouée de l'Arménie à la guerre dans le Haut-Karabakh, où les forces ethniques tant arméniennes qu'azerbaïdjanaises commettent régulièrement des violations flagrantes des droits de l'homme. La participation à ce conflit de forces extérieures, qu'il s'agisse de mercenaires russes, de moudjahidin afghans ou du personnel militaire de la République d'Arménie, ne sert qu'à élargir le conflit et multiplier les souffrances.

Le Gouvernement arménien nie officiellement toute intervention militaire dans le conflit du Haut-Karabakh, alors que vous avez dit à Londres en février 1994 que la République d'Arménie interviendrait militairement s'il y avait, pour les Arméniens du Haut-Karabakh, un risque de "génocide" ou de "migration forcée".

En avril 1994, au cours d'une entrevue avec Human Rights Watch/Helsinki, le général Andreyasyan, ancien chef d'état-major de la République d'Arménie a nié que des forces placées sous son commandement soient engagées dans ce conflit. Il a ajouté que les soldats en service actif n'avaient pas le droit de se porter volontaires.

Pourtant, il ressort d'une enquête effectuée pendant un mois en Arménie, en Azerbaïdjan et dans la "République du Haut-Karabakh" séparatiste que des soldats placés sous le commandement du Gouvernement arménien participent aux combats. D'après nos observations, les forces militaires, – et non des volontaires – de la République d'Arménie ont joué un rôle majeur dans les combats dans le Haut-Karabakh pendant l'offensive azerbaïdjanaise de décembre 1993 et pendant l'offensive arménienne d'avril-mai 1994. Ces unités occupent souvent des sections tranquilles du front ou gardent des lignes de communication et des réserves, ce qui libère les soldats plus expérimentés pour les opérations offensives. Certaines informations font état également d'une participation militaire arménienne avant décembre 1993, surtout pendant l'offensive lancée en mars/avril 1993 contre la province azerbaïdjanaise de Kelbadjar.

En avril 1994, juste avant le début d'une offensive arménienne contre Terter (Azerbaïdjan), Human Rights Watch/Helsinki s'est entretenu avec des soldats transportés en autocar d'Arménie dans le Haut-Karabakh. Un jour, le dimanche 17 avril 1994, Human Rights Watch/Helsinki a dénombré cinq autocars Ikarus pleins de soldats qui se rendaient dans le Haut-Karabakh : trois sur la route Latchine-Stepanakert, un à l'arrêt à Latchine (Azerbaïdjan) et un cinquième, arrêté avec un pneu crevé, à la limite de la ville frontalière arménienne de Goris. Nous avons parlé avec plusieurs soldats de cet autocar à Goris. Tous étaient armés de nouveaux fusils d'assaut AK-47. Certains nous ont

dit qu'ils étaient des appelés. Leur officier a d'abord nié qu'ils aillent au Haut-Karabakh, puis il l'a reconnu, en disant que "le Karabakh est arménien et doit être défendu". La veille, quatre autocars semblables étaient entrés dans Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh. D'autres journalistes occidentaux qui ont quitté le Karabakh plus tard dans la semaine ont indiqué qu'ils avaient vu huit autocars pleins de soldats venant d'Arménie entrer dans le Karabakh. Les soldats ont dit qu'ils étaient des appelés. En avril 1994, le correspondant du Washington Post Steve Levine a indiqué qu'il avait interviewé devant Erevan des soldats faisant partie d'un convoi de cinq autocars. Ils disaient qu'ils se dirigeaient vers le front, près de Goradiz (Azerbaïdjan).

En avril dernier, des représentants de Human Rights Watch/Helsinki ont passé deux jours à se promener à Erevan, la capitale de l'Arménie, en parlant avec des soldats au hasard. Certains de ceux que nous avons rencontrés étaient véritablement des volontaires, des "fedayin", qui se battaient depuis quatre ou cinq ans. D'autres étaient des soldats de l'armée du Haut-Karabakh en permission en Arménie. Ils nous ont montré leur livret militaire de la "République du Haut-Karabakh". Cependant, une minorité substantielle, 30 % peut-être des individus avec lesquels nous nous sommes entretenus, étaient des appelés de l'armée de la République d'Arménie qui ou bien s'étaient battus au Haut-Karabakh, ou bien avaient reçu leur feuille de route pour le Haut-Karabakh ou bien s'étaient portés "volontaires" pour y aller, leur officier avait réuni les soldats, leur avait expliqué que la patrie était en danger et avait demandé des volontaires. On ne peut guère parler de "volontaires" dans ces conditions, surtout parmi les jeunes recrues.

Un soldat avec qui nous avons parlé était un chauffeur au chômage, âgé de 37 ans, qui avait été pris dans une des campagnes de recrutement qui avaient eu lieu en Arménie en mars et avril 1994. Le 27 mars 1994, a été passé le décret gouvernemental No 129, instituant pour les hommes âgés de moins de 45 ans, des périodes d'entraînement complémentaire de trois mois. Il devait suivre un entraînement prochainement, puis serait envoyé dans le Karabakh. Un autre appelé a dit qu'il avait été envoyé dans le secteur de Latchine (Azerbaïdjan) en avril 1993 et dans la région du col d'Omar, dans la province de Kelbadjar pendant des opérations ayant pour but de le reprendre. Un autre soldat a dit qu'il était en service actif dans l'armée arménienne mais s'était porté volontaire pour se battre au Haut-Karabakh. Il a dit que la moitié de son unité (environ 600 hommes) était stationnée dans la province de Kelbadjar.

Nous avons aussi parlé avec des prisonniers de guerre arméniens dans une prison militaire azerbaïdjanaise, près de Gobustan (Azerbaïdjan). Les entretiens avaient lieu en privé, sans ingérence de fonctionnaires azerbaïdjanais. L'information obtenue suggère également l'intervention militaire de votre gouvernement.

Le 22 janvier 1994, près du village de Chaply, dans la province de Kelbadjar (Azerbaïdjan), des unités azerbaïdjanaises ont capturé plusieurs soldats, aussi bien de l'armée de la République d'Arménie que de l'armée russe basée en Arménie. Selon quatre des soldats avec qui Human Rights Watch/Helsinki s'est entretenu – deux de l'armée arménienne et deux soldats d'origine arménienne de la 127e division russe basés à Gyumri (Arménie) – ils ont été faits prisonniers alors qu'ils transportaient une compagnie de soldats de

l'armée arménienne au front, près de Kelbadjar : ils faisaient partie d'un convoi de camions lourds, un Kamaz 4310 et cinq Ural 4320, et ils ont été attaqués et capturés après avoir déposé des soldats près du village de Chaply. Les camions venaient de la 127e division de l'armée russe, basée à Gyumri. Tous ont déclaré qu'on leur avait d'abord dit qu'ils devraient transporter des réfugiés de Vardenis, une ville frontalière arménienne, mais qu'à leur arrivée à Vardenis, on leur a dit de se rendre dans un secteur en dehors de la ville, où ils ont ramassé une compagnie de soldats de l'armée arménienne, avec fusils d'assaut, mitrailleuses légères et grenades à tube. Ils ont dit appartenir au 555e régiment autonome d'infanterie motorisée de l'armée de la République d'Arménie (unité No 59016).

À la prison de Gobustan, Human Rights Watch/Helsinki s'est également entretenu avec des soldats qui appartenaient à des unités de l'armée arménienne et qui n'étaient pas des volontaires. L'un a dit avoir été fait prisonnier près du village de Khanlyk, dans la province de Qubatli (Azerbaïdjan) le 19 septembre 1993 alors qu'il transportait une charge de câbles téléphoniques aux forces arméniennes. Il a indiqué qu'il avait été appelé au début de 1993 et qu'il servait dans l'unité autonome de transmissions 32-277 de l'armée arménienne basée à Goris, sous le commandement du lieutenant colonel Asadarian. Un autre soldat avait été fait prisonnier au plus fort de l'offensive azerbaïdjanaise, le 6 janvier 1994, près du village de (Asagi) Abdurahmanli, dans la province de Fizuli (Azerbaïdjan). Il nous a dit qu'il avait été appelé le 20 décembre 1992 et qu'il avait servi dans l'unité 60-369 à Goris sous le colonel Grigorian. En janvier 1994, le colonel Grigorian aurait ordonné à sa section de monter dans des camions pour se rendre dans la province de Fizuli (Azerbaïdjan). Un autre soldat a dit à Human Rights Watch/Helsinki qu'il venait de finir de purger sa peine pour une infraction mineure de vol quand il a été appelé, en juin 1993, à cause d'une altercation avec la police. Il aurait été incorporé au commissariat militaire d'Echmiadzin (Arménie). En août 1993, il aurait été envoyé à Hadrut, dans le Haut-Karabakh, avec plusieurs soldats de son unité, qui fait partie de la 83e brigade de l'armée d'Arménie, basée à Echmiadzin. À Hadrut, il aurait surtout gardé des véhicules militaires et des entrepôts. Il a été fait prisonnier fin août 1993 dans une embuscade près de Fizuli, où il était allé avec un détachement chercher du grain.

La plus triste preuve de l'engagement du Gouvernement arménien dans le conflit est le cimetière militaire de Yeriblor à Erevan, la capitale de l'Arménie. C'est le principal cimetière militaire de Erevan, même si les morts du Haut-Karabakh sont enterrés un peu partout en Arménie. Il y a une garde d'honneur militaire officielle et Human Rights Watch/Helsinki a examiné une bande vidéo enregistrée par un journaliste occidental, qui montrait une unité militaire arménienne enterrant un des leurs avec tous les honneurs militaires. Le commandant de cette unité a pourtant affirmé que ses hommes étaient des volontaires. Lorsque nous avons visité le cimetière début avril 1994, on nous a dit qu'environ 420 personnes y étaient enterrées. D'après nos premières estimations, environ 25 à 30 % ont été enterrées en 1994 et la plupart étaient en âge de faire leur service (ils étaient nés entre 1973 et 1975). Lors d'une deuxième visite à Yeriblor, 10 jours plus tard, nous avons observé une trentaine de nouvelles tombes. Par coïncidence, notre chauffeur de taxi nous a dit qu'un de ses parents, Robert Gevorkian, colonel dans une unité du Ministère des affaires intérieures stationnée en vue du cimetière près de l'aéroport, était

enterré. Il nous a montré sa tombe. Il a précisé que le colonel Gevorkian allait régulièrement se battre dans le Haut-Karabakh avec son unité. En avril 1994, après une visite à Yeriblor, Raymond Bonner, correspondant du New York Times, a dit qu'il s'était entretenu avec plusieurs familles enterrant des soldats du Ministère arménien de l'intérieur morts au combat dans le Haut-Karabakh.

Nous sommes aussi profondément préoccupés par la mort inexplicquée, le 29 janvier 1994, de huit prisonniers de guerre azerbaïdjanais détenus dans une prison militaire de l'armée arménienne à Erevan. Malgré deux appels de Human Rights Watch/Helsinki, pour autant que nous sachions, aucun rapport d'enquête officielle n'a été publié.

Ces hommes étaient sous la garde de l'armée arménienne quand ils sont morts. Votre gouvernement a d'abord déclaré qu'ils étaient morts alors qu'ils essayaient de s'enfuir, puis il a parlé de suicide collectif, leur tentative d'évasion ayant été déjouée. Le 20 avril 1994, au cours d'un entretien avec Human Rights Watch/Helsinki, Vagarshak Vardanian, le Procureur militaire de l'Arménie chargé de l'enquête, a dit que les huit prisonniers étaient morts quelques minutes après avoir tué un garde et pris son pistolet et 16 cartouches. Selon M. Vardanian, les prisonniers auraient décidé de se suicider quand ils ont compris que leur tentative d'évasion était vouée à l'échec. M. Vardanian a dit que les huit hommes étaient tous morts de blessures causées par un seul pistolet.

Le récit de M. Vardanian n'est pas confirmé par un examen médico-légal indépendant. Le docteur Derrick Pounder, du Département de médecine légale de l'Université de Dundee en Écosse, s'est rendu en Azerbaïdjan pour faire l'autopsie des hommes tués lorsque les corps ont été rapatriés. Selon le docteur Pounder, dans le cas des six individus mortellement blessés par balle à la tête, les caractéristiques des blessures donnent à penser qu'il s'agissait d'exécutions. Le docteur Pounder a reconnu que l'on ne pouvait pas exclure totalement la possibilité d'un suicide collectif.

Human Rights Watch/Helsinki demande à votre gouvernement de cesser d'envoyer des forces militaires du Gouvernement arménien à la guerre dans le Haut-Karabakh, ce qui ne fait qu'étendre la guerre en permettant aux Arméniens du Karabakh de mener des opérations offensives. Nous demandons aussi une fois encore une enquête indépendante sur la mort, le 29 janvier 1994, des huit prisonniers de guerre arméniens, et le châtement de tous les coupables, s'il apparaissait qu'il y a eu un acte criminel.

Le Directeur exécutif

(Signé) Jeri LABER
